

Entretien avec le Maréchal Vassili Sokolovski dans Soviet news (5 octobre 1948)

Légende: Le 5 octobre 1948, répondant aux questions de journalistes Est-allemands, le maréchal Vassili Sokolovski, commandant en chef de la zone d'occupation soviétique en Allemagne, évoque les causes de la crise de Berlin.

Source: Soviet news. 05.10.1948, n° 2028. London: Press Department of the Soviet Embassy in London. "The situation in Berlin", p. 1-4.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/entretien_avec_le_marechal_vassili_sokolovski_dans_soviet_news_5_octobre_1948-fr-c7690f9c-b46b-4a95-b881-52a3318f3e5e.html



Date de dernière mise à jour: 06/07/2016

La situation à Berlin

Déclaration du maréchal Sokolovski

Les correspondants de l'agence ADN et des journaux «Berliner Zeitung», «Tribuene» et «Neues Deutschland» ont posé au maréchal soviétique Sokolovski, chef de l'administration militaire soviétique et commandant en chef des forces soviétiques d'occupation en Allemagne quelques questions sur la situation à Berlin, en lien avec les négociations qui se sont déroulées à Moscou et Berlin entre les quatre puissances. Voici ses réponses:—

Question 1. — *Pourquoi les autorités américaines et britanniques compliquent-elles maintenant le règlement de la question de Berlin ?*

Réponse. — Nous avons l'impression que les puissances occidentales ne cherchent pas à résoudre la question de Berlin, et que sur cette question elles maintiennent leur politique agressive et poursuivent des objectifs qui n'ont rien en commun avec le règlement de la situation à Berlin. En compliquant la résolution de cette question, les puissances occidentales tentent d'abord et avant tout de détourner l'attention du public du fait qu'elles sont en train de diviser l'Allemagne et de créer un État allemand occidental. Un «Conseil parlementaire» d'Allemagne de l'Ouest dissident est déjà en place et l'on s'affaire à élaborer une Constitution ouest-allemande ainsi qu'un prétendu statut d'occupation des zones occidentales, que l'on voudrait voir se substituer au traité de paix avec l'Allemagne. La complexité de la question de Berlin permet aussi de mobiliser les forces réactionnaires à l'intérieur et à l'extérieur de l'Allemagne et de s'appuyer sur elles pour mettre à exécution le Plan Marshall.

Encourager l'incertitude et l'agitation permet aux puissances occidentales d'exploiter la question de Berlin dans le but de dissimuler le bloc militaire occidental agressif qu'elles sont en train de constituer à la hâte contre l'Union soviétique et les pays de la nouvelle démocratie, et de détourner l'attention des peuples des questions de la paix et du désarmement.

Si les trois puissances occidentales désiraient vraiment trouver une solution à la question de Berlin en prenant loyalement en compte les intérêts des quatre pays, les négociations auraient débouché depuis longtemps sur un résultat positif. Mais elles ne travaillent pas à une solution loyale; elles veulent faire de Berlin un «poste avancé» du combat contre la démocratie et le socialisme, comme Bevin l'a déclaré sans ambages dans son dernier discours aux communes. De fait, les puissances occidentales utilisent déjà Berlin comme base pour semer le désordre dans la vie économique et politique de la zone soviétique, en perturbant la monnaie et en se livrant à divers actes agressifs qui violent les accords de Potsdam.

* * *

Question 2. — *À votre avis, quels sont les causes de ce que l'on appelle la crise de Berlin?*

Réponse. — Les raisons les plus profondes de la «crise» résident dans la politique de division de l'Allemagne à laquelle travaillent les puissances occidentales. Si elles ne poursuivaient pas cette politique de division, il n'y aurait pas de crise de Berlin, ni aucune autre «crise» dans les affaires allemandes. À la conférence qui s'est tenue en mars de cette année à Londres, les trois puissances ont adopté une décision prévoyant la division de l'Allemagne et la création d'un État ouest-allemand.

Le 20 mars, au Conseil de contrôle, lorsque le commandement soviétique a demandé à être renseigné sur les décisions prises en secret à Londres lors de la conférence des trois puissances sur la question allemande, les trois commandants occidentaux ont refusé de communiquer ces informations. Ils n'ont nullement garanti non plus que les décisions prises séparément à la conférence de Londres ne sont pas contraires aux accords de Potsdam ou aux principes de l'administration quadripartite de l'Allemagne. En prenant séparément ces décisions sur des questions fondamentales touchant au destin de l'Allemagne, les trois puissances ont semé la confusion au sein du Conseil de contrôle et de l'administration quadripartite de l'Allemagne. Ce faisant, elles ont porté un coup dévastateur à l'administration quadripartite de Berlin, d'autant que les autorités

occidentales d'occupation ont tout fait pour incorporer les secteurs occidentaux de la ville dans l'État ouest-allemand qu'elles étaient en train de créer.

La prétendue crise de Berlin a pour cause directe la réforme monétaire dont les autorités d'occupation américaines, britanniques et françaises ont pris séparément l'initiative le 18 juin 1948 en Allemagne occidentale et qui a été étendue quelques jours plus tard aux secteurs occidentaux de Berlin. Les demandes du camp soviétique concernant la mise en œuvre d'une réforme monétaire qui s'applique à l'Allemagne entière et les accords déjà passés au Conseil de contrôle portant sur les principes fondamentaux relatifs à une telle réforme pour toute l'Allemagne ont été ignorés par les puissances d'occupation occidentales, qui ont entrepris une réforme monétaire séparée en Allemagne occidentale. Telle a été la principale mesure prise par les autorités d'occupation occidentales sur la voie de la division de l'Allemagne.

Au lieu d'une devise allemande unique en Allemagne, deux monnaies ont commencé à circuler. Au lieu de prix unifiés, on a eu deux systèmes de prix. Les conditions préalables à la liberté de circulation des personnes et des marchandises entre les zones d'occupation de l'Allemagne ont donc été retardées. Le commerce interzones a pris les traits caractéristiques d'un commerce entre des États différents. Dans la pratique, il s'est tari. Le travail de restauration économique de l'Allemagne a été irrévocablement endommagé.

Afin de protéger l'économie de la zone soviétique et celle de Berlin de l'afflux de l'ancienne monnaie sans valeur venant des zones occidentales, les autorités d'occupation soviétiques ont dû mettre en place des mesures visant à limiter les communications avec ces zones.

Non contentes des actions séparées susmentionnées qu'elles ont menées en Allemagne occidentale, les autorités d'occupation occidentales ont également introduit dans leurs secteurs de Berlin des marks occidentaux marqués d'un «B» bien que, de toute évidence, le fait que les autorités américaines, britanniques et françaises soient présentes dans la ville ne leur donne nullement le droit de perturber la circulation des devises à Berlin et dans les zones d'occupation soviétiques de l'Allemagne par l'introduction d'une deuxième devise venue de l'Ouest. Les tentatives de perturbation de la vie économique de la zone soviétique au moyen des marks «B» ne pouvaient que contraindre les autorités soviétiques à proroger leurs mesures protectrices de restriction des communications entre Berlin et les zones occidentales. Lors de la conférence du 22 juin, les experts financiers occidentaux ont eux-mêmes déclaré qu'ils comprenaient parfaitement les arguments des autorités d'occupation soviétiques quant à l'impossibilité de mettre en circulation à Berlin une devise autre que celle de la zone soviétique, la ville étant au centre de cette zone et unie à elle par toutes sortes de liens économiques.

Les démocrates de Berlin et de la zone soviétique ont pour leur part vigoureusement protesté contre l'introduction d'une deuxième devise à Berlin, et des meetings massifs et des manifestations de travailleurs ont eu lieu depuis le mois de juin jusqu'à ces derniers jours.

La presse britannique et française a, elle aussi, souligné les conséquences perverses de l'introduction d'une deuxième monnaie à Berlin. C'est ainsi que le *Manchester Guardian*, un quotidien britannique réformiste faisait remarquer d'un ton réprobateur le 24 juin: Nous devons nous demander sérieusement si nous ne sommes pas, nous-mêmes, en train de compliquer notre résidence à Berlin en introduisant une deuxième monnaie, qui rend la vie difficile aux Allemands, au lieu d'en laisser la responsabilité aux Russes. Avouons que pour les Allemands, la meilleure solution est de loin ce que les Russes ont tenté de faire: mettre en place une devise unifiée pour tout Berlin.

Les agissements des autorités d'occupation occidentales visant à affaiblir et à discréditer la monnaie de la zone d'occupation soviétique en Allemagne après l'introduction des marks «B» témoignent aussi de la nature agressive de la politique qu'elles suivent à Berlin. Un marché noir spéculatif de grande ampleur portant sur la devise de la zone soviétique s'est immédiatement organisé dans les secteurs occidentaux de Berlin et, qui plus est, un taux de change désavantageux pour la devise de la zone soviétique a été artificiellement maintenu entre les deux monnaies. Toujours avec le même objectif d'affaiblir la monnaie de la zone soviétique, les Américains ont lancé, sur le marché noir des secteurs occidentaux de Berlin, du café,

du chocolat et d'autres produits américains, en vente «uniquement contre des marks "B"».

Dans le même esprit, le 5 août, les autorités d'occupation occidentales de Berlin ont créé des «bureaux de change» dans les secteurs occidentaux permettant de spéculer ouvertement contre la monnaie de la zone soviétique. Le taux de change spéculatif de ces bureaux est fixé arbitrairement par leurs propriétaires avec les représentants des autorités d'occupation occidentales, «en fonction de considérations politiques». M. Haas, conseiller municipal et chef des services financiers municipaux, a été obligé de reconnaître ce fait. Les autorités d'occupation occidentales utilisent les bénéfices de la spéculation sur la monnaie de la zone soviétique à Berlin pour payer, entre autres, les frais d'occupation qu'elles engagent dans la ville, aux dépens de la zone soviétique.

Les autorités occidentales de Berlin ont pris également d'autres mesures pour perturber la circulation des devises et semer le désordre à cet égard dans la ville, mesures qui ne peuvent que se répercuter dans la zone soviétique. Le 10 août 1948, les autorités britanniques, américaines et françaises à Berlin ont publié un décret interdisant à toutes les institutions et personnes des secteurs occidentaux de la ville d'effectuer des virements de leurs comptes sur des comptes du secteur soviétique et d'accepter des virements semblables vers le secteur soviétique. Ce décret a, de fait, permis aux autorités d'occupation occidentales de supprimer la libre circulation de l'argent dans Berlin, ce qui a mené à la perturbation de l'activité des établissements de crédit de la ville. De plus, les autorités d'occupation occidentales ont ordonné à la municipalité de procéder à une collecte distincte des impôts dans les secteurs occidentaux de Berlin, ce qui a anéanti l'unité du budget municipal.

En juillet et août de cette année, les autorités d'occupation des secteurs occidentaux de la ville ont publié des instructions interdisant aux entreprises industrielles et commerciales de leurs secteurs d'entretenir toute relation de production ou d'échange avec des entreprises du secteur soviétique et de la zone d'occupation soviétique, ce qui a porté un coup terrible à l'ensemble de l'économie berlinoise et en premier lieu à l'industrie des secteurs occidentaux. Les autorités d'occupation ont obligé les entreprises allemandes des secteurs occidentaux à rompre leurs accords commerciaux avec les firmes du secteur soviétique, même lorsque ces dernières fournissaient aux entreprises des secteurs occidentaux le charbon et les matières premières dont elles avaient besoin.

Tous ces faits prouvent que les autorités d'occupation occidentales s'efforcent, en introduisant une deuxième devise à Berlin, d'affaiblir la monnaie et de perturber l'économie de la zone soviétique, ce que les autorités d'occupation soviétiques ne sauraient en aucune manière accepter.

* * *

Question 3. — *Quelle est votre attitude sur la question du prétendu blocus de Berlin? Les demandes des autorités occidentales de levée préalable du «blocus» de Berlin peuvent-elle être envisagées comme une condition sine qua non des négociations sur la question de Berlin?*

Réponse. — Il n'y a pas, il n'y a pas eu de blocus de Berlin. S'il y avait eu un blocus, la population de Berlin se serait trouvée dans l'incapacité de recevoir des denrées alimentaires, des combustibles et autres produits vitaux. En réalité, l'ensemble de cette population peut recevoir du secteur soviétique de Berlin tout ce qui lui est dû, sans réserve, notamment du charbon pour l'hiver. En s'y opposant, la municipalité de la ville, au service des autorités d'occupation occidentales, prive sa population de la possibilité de s'approvisionner directement dans les magasins des secteurs occidentaux de Berlin.

Le transport à grands frais de denrées alimentaires et de charbon à Berlin depuis les zones occidentales au moyen du prétendu pont aérien est donc une mesure inutile, à visée uniquement propagandiste, qui ne fait qu'imposer des dépenses inutiles à l'Allemagne. Il est exact que le «pont aérien» sert aussi à exporter des objets de valeur de Berlin vers les zones occidentales, mais cela ne saurait justifier son existence.

Cependant, même dans la situation actuelle, à l'heure du «pont aérien» entre Berlin et les zones occidentales, la ville est en fait approvisionnée dans l'ensemble aux dépens de la zone soviétique. Selon des

données très incomplètes, hormis le charbon, les textiles et d'autres marchandises, jusqu'à 900 tonnes de produits sont acheminés chaque jour de la zone soviétique dans les secteurs occidentaux de la ville par des voies diverses.

Je désire réfuter décisivement les déclarations mensongères faites récemment à la Chambre des communes, selon lesquelles les autorités d'occupation soviétiques auraient compté réduire la population berlinoise à la famine durant l'introduction de mesures de limitation des communications entre Berlin et les zones d'occupation occidentales le 18 juin de cette année. À la mi-juin, les secteurs occidentaux de Berlin renfermaient d'importantes réserves de denrées alimentaires et les entrepôts sous administration militaire soviétique situés dans les secteurs occidentaux de Berlin contiennent de grandes quantités de céréales. Malgré cela, et dès le début de juillet, le gouvernement soviétique, à la suite de représentations de l'administration militaire soviétique, a approuvé une décision visant à prendre intégralement en charge l'approvisionnement de la totalité de la population berlinoise. Cent mille tonnes de céréales et 10 800 tonnes de matières grasses ont été fournies par l'Union soviétique, ce qui couvrait à la fois les besoins immédiats de la population allemande de Berlin et la pénurie de matières grasses ressentie dans la zone d'occupation soviétique.

N'est-il pas clair, au vu de ce qui vient d'être dit, que le discours sur un «blocus de la faim» à Berlin est une calomnie préméditée et une invention provocatrice?

En ce qui concerne l'approvisionnement en charbon, en électricité et en gaz des secteurs occidentaux de Berlin, la solution dépend exclusivement de la suppression des obstacles opposés par les autorités d'occupation occidentales aux échanges commerciaux entre les industries des secteurs occidentaux de Berlin et celles de la zone soviétique, qui est en mesure de fournir les combustibles et les matières premières nécessaires aux secteurs occidentaux de la ville. Telle est la vérité en ce qui concerne la légende du prétendu blocus de Berlin.

S'agissant de la demande des puissances occidentales qu'avant la reprise des négociations sur la question de Berlin les mesures de limitation des communications entre Berlin et les zones d'occupation occidentales soient levées, cette demande prouve de façon éclatante que les puissances occidentales ont enfreint l'accord passé à Moscou entre les quatre puissances sur la simultanéité de la levée des mesures de limitation des communications et du retrait de la deuxième devise mise en circulation à Berlin, à savoir le mark «B».

* * *

Question 4. — *Pouvez-vous nous parler des progrès des négociations des quatre commandants en chef à Berlin?*

Réponse. — Le 31 août, les quatre commandants en chef ont entamé à Berlin des négociations qui ont été rompues le 7 septembre à la demande expresse du commandant en chef américain, le général Clay. Des commissions d'experts en communications, finance et commerce ont été créées dès le début. Les experts occidentaux n'ont fait aucune proposition concrète lors des premières rencontres, ce qui a retardé le travail des commandants en chef.

De ce fait, mais en raison aussi de nombreuses questions techniques, au 7 septembre, les commissions d'experts n'avaient réussi à examiner que quelques-unes des questions qui leur avaient été soumises. Les commandants en chefs avaient besoin d'au moins trois ou quatre jours de plus pour finir d'étudier les points relatifs au commerce et aux questions financières sur lesquels ils ne s'étaient pas encore mis d'accord et pour présenter aux gouvernements leur rapport conjoint, récapitulant à la fois les points d'accord et de désaccord, comme le demandait avec insistance le commandement soviétique. Mais les trois commandants en chef occidentaux n'ont pas souhaité présenter de rapport commun. Le commandant en chef américain a insisté pour que les négociations soient interrompues, ce qui a mené ensuite à leur rupture.

* * *

Question 5. — À Berlin, quelle était la position du commandant en chef soviétique lors des négociations avec ses homologues sur la question de la levée des limitations des communications entre Berlin et les zones occidentales?

Réponse. — Lors des négociations de Berlin, le commandant en chef soviétique s'est efforcé, conformément aux directives des quatre gouvernements, de parvenir à un accord permettant de rétablir des communications normales entre Berlin et les zones occidentales.

Le 7 septembre 1948, le commandement soviétique a soumis les propositions suivantes:—

- (1) abolition de toutes les restrictions du 30 mars 1948 sur le transport ferroviaire et le transport routier;
- (2) transport des marchandises et des passagers entre Berlin et les zones occidentales d'occupation de l'Allemagne par la ligne ferroviaire Helmstedt-Berlin et l'axe routier Helmstedt-Berlin;
- (3) limite quotidienne de 16 trains aller-retour, dont trois militaires, sur la ligne Helmstedt-Berlin;
- (4) transport des soldats, des membres de leur famille et des employés civils des forces d'occupation, ressortissants des pays des forces d'occupation, par trains militaires et véhicules sur l'axe routier; ces soldats, les membres de leur famille et les personnels civils desdites forces d'occupation seront en possession d'une carte d'identité. Les employés allemands des autorités d'occupation iront d'une zone à l'autre dans des trains de passagers normaux. Ils ne pourront prétendre aux trains militaires des autorités d'occupation alliées. Transport du fret militaire des forces d'occupation dans des trains militaires et droit de transit du chargement indiqué dans la lettre de voiture présentée par le chef du train militaire concerné au point de contrôle du trafic;
- (5) contrôle des denrées alimentaires et du charbon destinés à la population berlinoise et transportés sur la ligne de chemin de fer Helmstedt-Berlin au point de contrôle du trafic sur présentation des lettres de voiture; contrôle des marchandises de nature commerciale sur présentation d'une autorisation;
- (6) création d'une garde bilatérale pour le contrôle des trains militaires à l'entrée et à la sortie des gares, ainsi que pour le transport motorisé sur les routes dans la région de la frontière de zone et dans la région de Berlin;
- (7) interdiction par les quatre autorités d'occupation de transporter des devises, des marks de l'ouest et des marks de l'est par chemin de fer, par véhicule à moteur et par avion;
- (8) mise en œuvre des communications aériennes avec Berlin pour les besoins des troupes des puissances occidentales conformément à la décision du Conseil de contrôle du 30 novembre 1945;
- (9) utilisation de toutes les lignes de chemin de fer et voies navigables allant d'ouest en est et inversement pour le commerce interzones et les communications internationales.

Les propositions de l'Union soviétique concernant les communications rétablissent pleinement les conditions normales d'approvisionnement de Berlin en denrées alimentaires, combustibles et autres marchandises. Elles n'aggravent pas l'approvisionnement des secteurs occidentaux de Berlin tel qu'il a été décidé précédemment par les organes du Conseil de contrôle, que ce soit pour le nombre des trains ou le transport routier. De plus, il n'a jamais été nécessaire par le passé que 16 trains fassent l'aller-retour de

Berlin pour le transport des marchandises, comme le propose le commandement soviétique. Les commandants en chef occidentaux ont reconnu que les propositions du commandement soviétique sur l'abolition des restrictions aux communications étaient importantes et faisaient progresser considérablement l'ensemble des négociations.

Cependant, apparemment, les commandants en chef des zones occidentales n'étaient pas du tout disposés à accepter les propositions soviétiques, qui prenaient pourtant en compte les principales revendications des autorités d'occupation occidentales; ils se sont concentrés exclusivement sur le point 8 concernant les communications aériennes, utilisant ce prétexte pour refuser d'examiner et d'approuver les propositions soviétiques sur les communications entre Berlin et les zones occidentales.

Ils ont voulu éliminer la question du trafic aérien des discussions, comme si ce point relevait exclusivement de leur propre compétence. Je dois dire que, concernant les couloirs aériens entre Berlin et les zones occidentales, le Conseil de contrôle a approuvé, dès le 30 novembre 1945, une décision prévoyant que le trafic aérien entre Berlin et les zones occidentales servirait les besoins des troupes d'occupation des puissances occidentales à Berlin. Le commandement soviétique à Berlin a proposé que nous nous laissions guider par cette seule décision et qu'aucun changement ne lui soit apporté.

Il est clair, dans tous les cas, qu'étant donné l'existence de deux monnaies distinctes dans les parties occidentale et orientale de l'Allemagne, les organes soviétiques doivent contrôler la totalité du trafic des marchandises, trafic aérien compris, afin de protéger la devise de la zone soviétique contre les trafics illégaux et la contrebande.

Il faut observer que les commandants en chef occidentaux, lorsqu'ils ont reçu la proposition soviétique relative aux communications, ne se sont pas, de leur côté, engagés aussi fermement à prendre des mesures immédiates pour rétablir le trafic qu'ils avaient eux-mêmes interrompu entre la zone soviétique et les zones occidentales, ainsi que les transits entre la zone soviétique et d'autres pays, à travers les zones occidentales.

* * *

Question 6. — *Quelle a été la position du commandement soviétique lors des négociations de Berlin à propos de l'introduction dans la ville de la monnaie de la zone soviétique et du retrait du mark «B»?*

Réponse. — Les instructions reçues par les commandants en chef font du mark allemand de la zone soviétique l'unique devise de Berlin, prévoient que le mark occidental «B» soit retiré de la circulation à Berlin et, simultanément, que les restrictions sur le trafic avec les zones occidentales soient levées. Les quatre commandants en chef ont reçu l'ordre de mettre au point des mesures concrètes pour l'introduction du mark allemand de la zone soviétique à Berlin.

Ces mesures devraient garantir:—

«(a) l'absence de discrimination ou d'actes à l'encontre des détenteurs de marks occidentaux dans les opérations d'échange des marks occidentaux «B» émis à Berlin. Ces marks «B» seront acceptés contre des marks allemands de la zone soviétique au taux de un pour un;

«(b) l'égalité des conditions concernant les devises et la mise en place de services bancaires et de crédit sans aucune limitation dans tous les secteurs de Berlin. Les quatre commandants en chef ont reçu l'ordre de fournir des garanties suffisantes pour éviter que l'utilisation à Berlin du mark allemand de la zone soviétique ne mène à la désorganisation monétaire ou à la violation de la stabilité de la devise dans cette zone d'occupation;

«(c) des conditions satisfaisantes pour les échanges entre Berlin et d'autres pays ainsi qu'avec les zones occidentales d'Allemagne. Ces conditions ne seront modifiées que moyennant accord entre les quatre

commandants en chef;

«(d) la fourniture d'une quantité suffisante de devises pour alimenter le budget et faire face aux frais de l'occupation, qui ont été réduits au maximum, ainsi que pour équilibrer le budget de Berlin. La régulation de la circulation des capitaux sera effectuée par la Banque d'émission allemande de la zone soviétique par l'intermédiaire des établissements de crédit de Berlin, désormais opérationnels. Une commission financière composée de représentants des quatre commandants en chef est créée pour contrôler la mise en œuvre concrète des mesures financières susmentionnées concernant l'introduction et la circulation d'une monnaie unique à Berlin.»

Lors des négociations de Berlin, les commandants en chef ont globalement accepté le décret prévoyant l'échange des marks occidentaux «B» émis à Berlin contre des marks allemands de la zone d'occupation soviétique, ainsi que celui portant réévaluation des comptes courants et des comptes d'épargne ouverts dans les établissements de crédit situés dans les secteurs occidentaux de Berlin.

La proposition du commandement soviétique sur les questions financières comprenait également un programme d'action concret dans d'autres sphères, qui garantissait la mise en application des conditions énoncées dans les instructions des quatre gouvernements. Toutefois, l'attitude adoptée par les commandants en chef occidentaux indiquait clairement qu'ils voulaient faire en sorte qu'en pratique, la politique financière et de la circulation de l'argent soient entièrement sous leur contrôle et leur influence, tant à Berlin que dans la zone soviétique.

Concernant les fonctions de la commission financière de Berlin, le commandement britannique a présenté un document prévoyant qu'elle serait «l'autorité financière suprême». Contrairement à la directive des quatre gouvernements selon laquelle la réglementation de la circulation des devises à Berlin serait confiée à la Deutsche Noten Bank, le commandement britannique a proposé que les autorités occidentales élaborent leur propre politique de crédit pour les établissements de crédit de Berlin par le canal de la Berlin City Bank et que la Deutsche Noten Bank de la zone d'occupation soviétique s'acquitte de ses fonctions sous la supervision de la commission financière.

La circulation de la monnaie en zone soviétique serait donc placée de fait sous le contrôle de cette commission financière des quatre puissances, ceci sans justification aucune, d'autant que la circulation des devises dans les zones d'occupation occidentale de l'Allemagne est entièrement sous le contrôle des autorités militaires de ces zones.

Cette demande des autorités occidentales signe en réalité le transfert du contrôle de la vie économique de la zone soviétique à la Commission financière quadripartite.

Une telle ingérence des autorités d'occupation occidentales dans la question du contrôle de la circulation des devises est incompatible avec le fait que l'administration militaire soviétique est responsable de ce contrôle dans sa zone d'occupation. La circulation des devises nécessite, de par sa nature, que les rênes de la politique financière soient tenues dans une seule main. La revendication d'une politique indépendante pour Berlin alors que la devise de la zone d'occupation soviétique y circule présente de grands dangers pour la vie économique de cette zone. Si, en conséquence d'instructions données indépendamment par la commission financière, une inflation se manifestait, celle-ci se propagerait inévitablement dans la zone d'occupation soviétique, ce que les autorités d'occupation correspondantes ne sauraient tolérer.

En même temps, les propositions britanniques, qui bénéficient du soutien des commandants en chef américain et français, contiennent une demande directe que la Deutsche Noten Bank de la zone soviétique fournisse aux établissements de crédit les billets de banque dont ils auraient besoin — c'est-à-dire, pour parler clair, en quantité illimitée. Cette proposition des autorités d'occupation occidentales contredit directement les instructions des quatre gouvernements, à savoir que les quatre commandants en chef doivent

fournir des garanties suffisantes pour empêcher que l'utilisation des marks allemands dans la zone soviétique de Berlin ne perturbe la circulation des devises ou ne déstabilise la monnaie dans la zone d'occupation soviétique.

On le voit, la proposition des commandants en chef des zones occidentales ne laissait transparaître de leur part, ni bonne volonté, ni désir d'adopter une position acceptable pour les quatre parties, sur la base des instructions des quatre gouvernements. Au contraire, ils ont fait la preuve de l'agressivité manifeste de leurs intentions et de leur désir d'utiliser la commission financière pour perturber la circulation des devises et l'économie dans la zone soviétique.

Ce qui précède indique clairement la fausseté des allégations selon lesquelles le commandement soviétique aurait dévié des instructions données aux quatre commandants en chef sur la question de l'introduction à Berlin du mark de la zone soviétique et sur les fonctions de la commission financière quadripartite. Ce sont au contraire les commandants en chef des zones occidentales qui ont posé une revendication en contradiction flagrante avec leurs obligations. Il est clair que l'acte est délibéré et qu'il est destiné à perturber les négociations afin d'empêcher l'entrée en application de l'accord conclu à Moscou par les quatre gouvernements.

* * *

Question 7. — *Quelles sortes de propositions le camp soviétique a-t-il fait sur la question du commerce entre Berlin et les pays occidentaux ou d'autres pays?*

Réponse. — Durant les négociations de Berlin, le commandement soviétique s'est aussi efforcé à cet égard de parvenir à la décision qui serait la plus acceptable pour l'ensemble des parties. Je sais que dans sa note du 25 septembre de cette année, le gouvernement soviétique a soumis une proposition encore plus large sur cette question, qui permettait de parvenir à une décision commune. Dans cette note, le gouvernement soviétique proposait que le commerce entre Berlin et les zones occidentales ainsi que d'autres pays soit soumis à des autorisations quadripartites permettant l'importation et l'exportation de marchandises. Ce système était exactement celui proposé par le général Clay, commandant en chef américain, lors des négociations des commandants en chef à Berlin.

Pour une raison quelconque, cependant, les représentants des puissances occidentales estiment désormais que la concession notable contenue dans cette proposition du gouvernement soviétique est trompeuse et veulent apparemment un système en vertu duquel, malgré le fait que la devise de la zone soviétique circulerait à Berlin, l'administration soviétique serait totalement privée de la possibilité de participer au contrôle du commerce de Berlin avec les zones occidentales et d'autres pays. Il est tout à fait compréhensible que dans les circonstances actuelles, avec la circulation en Allemagne de deux monnaies différentes et l'introduction à Berlin et dans la zone soviétique d'une monnaie unique de la zone soviétique, l'administration soviétique porterait une responsabilité encore plus grande concernant l'état du système financier de Berlin et de sa zone, lequel dépendrait très largement de la garantie d'un commerce normal à Berlin.

Dans ces circonstances, exclure l'administration militaire soviétique de la participation au contrôle du commerce berlinois reviendrait à ouvrir la voie aux commerces spéculatifs qui sévissent dans les secteurs occidentaux de Berlin, ce qui pourrait infliger des dommages irréparables tant à l'économie de la zone soviétique et de Berlin qu'à la circulation de la monnaie dans la zone soviétique et à Berlin. De plus, la possibilité d'affaires et d'échanges spéculatifs de ce type est démontrée par le fait que le service des affaires économiques de la municipalité de Berlin s'intéresse actuellement à des affaires spéculatives de cet ordre, liées à des échanges commerciaux illicites avec les zones occidentales, y compris par le «pont aérien», qui représentent un montant avoisinant les 10 000 000 marks.

Il est clair d'après ce qui précède que pendant les négociations de Berlin, le camp soviétique a été motivé par la nécessité de trouver une base positive pour résoudre, dans un esprit de concorde et de commun accord, les questions auxquelles les commandants en chef étaient confrontés. Toutefois, dès le début des négociations, il

s'est heurté aux préjugés et à l'attitude négative des autres commandants en chef vis-à-vis de ses propositions. Bien que les commissions de spécialistes créées par les commandants en chef pour étudier les questions relatives aux finances, aux communications et au commerce soient parvenues à un point de vue commun sur de nombreuses questions, les commandants en chef occidentaux n'ont pas jugé possible de terminer le travail entrepris, et d'une manière générale les progrès des négociations ont montré qu'ils les avaient abordées apparemment avec l'objectif préétabli de rejeter toutes les propositions du camp soviétique. Cette mauvaise foi tacticienne a pu être observée tout au long des négociations.

* * *

Question 8. — *Quelles chances a la «crise de Berlin» d'être résolue?*

Réponse. — Le 25 septembre déjà, le gouvernement soviétique a déclaré aux puissances occidentales qu'il était prêt à de nouvelles négociations sur la question de Berlin, sur la base de l'accord passé le 30 août à Moscou. La conclusion d'un accord concret sur cette question tenant compte des intérêts de chacun dépend donc entièrement de la volonté des gouvernements des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France. Les tentatives pour parvenir à résoudre cette question par d'autres moyens n'ont manifestement pas d'autre but que de faire traîner la situation créée à Berlin, ce qui ne saurait mener aux résultats espérés par les autorités d'occupation occidentales.